

L'activité « Education secondaire »

L'activité « Education secondaire », doté d'un budget de l'ordre de 112,6 millions dollars, a pour objet d'améliorer la qualité et la pertinence des programmes d'enseignement secondaire (collèges et lycées) et l'équité d'accès à cet enseignement. Conçue en parfait alignement sur la Vision stratégique 2015-2030 de réforme du système d'éducation et de formation au Maroc, l'activité « Education secondaire » est structurée autour de trois principales composantes :

1. **le développement d'un Modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire (MIAES)** en vue d'améliorer l'efficacité et la performance de ces établissements en s'appuyant sur le levier du "Projet d'établissement intégré" (PEI), en tant qu'outil élaboré de manière participative et visant l'amélioration des apprentissages et des résultats scolaires. Ce modèle sera déployé dans 90 établissements d'enseignement secondaire, répartis sur trois régions du Royaume : Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Fès-Meknès et Marrakech-Safi. Chaque établissement cible bénéficiera, dans le cadre d'une approche contractuelle, d'un appui intégré qui portera sur le renforcement de son autonomie administrative et financière, la promotion d'une pédagogie centrée sur l'élève et l'amélioration de l'environnement physique des apprentissages par des réhabilitations adéquates des infrastructures scolaires et la fourniture d'équipements nécessaires à l'innovation pédagogique. Un renforcement des capacités des Académies régionales d'éducation et de formation (AREF) et des directions provinciales concernées est également prévu pour assurer un meilleur pilotage et une meilleure coordination de la mise en œuvre de l'activité « Education secondaire » ;
2. **le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR ».** Il s'agit d'appuyer l'Instance Nationale d'Evaluation du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique et le ministère chargé de l'Education nationale et de la Formation professionnelle en vue de pérenniser et d'améliorer le Programme National d'Evaluation des Acquis des élèves (PNEA) et de préparer la participation du Maroc à l'évaluation internationale PISA (Program for International Student Assessment) de l'OCDE. En ce qui concerne le système d'information "MASSAR", cette sous-composante intègre une action relative au renforcement des capacités des acteurs au niveau des différents paliers central, régional, provincial et local (établissement) dans le but d'asseoir une politique de l'éducation orientée par l'information fiable issue du système d'évaluation ;
3. **le développement d'une nouvelle approche d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.** Cette approche, qui intégrera de nouvelles formes de partenariat avec le secteur privé, ainsi qu'une meilleure planification en la matière, devra définir clairement les rôles et les responsabilités des acteurs concernés.

L'activité « Formation professionnelle »

L'activité « Formation professionnelle », doté d'un budget de l'ordre de 80,42 millions dollars, a pour objectif le développement et l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et le renforcement des liens entre l'offre et la demande en compétences. Cette activité s'articule autour de deux composantes :

1. **la mise en place du fonds « Charaka » de la formation professionnelle** dédié au financement de : (i) la création ou l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) ; et de (ii) la reconversion de centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion classique piloté par le secteur public en un modèle de gestion en PPP, tiré par la demande du secteur privé. Cette composante s'appuie sur les expériences pilotes initiées par le gouvernement marocain dans le cadre de l'accompagnement des différentes stratégies de développement des secteurs porteurs (industrie, énergies renouvelables, etc.), à travers la création d'instituts de formation professionnelle à gestion déléguée dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé et dont le modèle de gouvernance préconisé permet de passer d'un mode de gestion classique basé sur l'offre à un mode tiré par la demande du secteur privé ;
2. **l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle.** Cet appui, apporté aux acteurs publics et privés concernés, a pour objectif d'améliorer la qualité du système de formation professionnelle et sa capacité à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes populations cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées. Cet appui vise aussi à renforcer l'implication du secteur privé dans la gouvernance et la gestion du système de formation professionnelle à tous les niveaux d'intervention (national, sectoriel, régional et local) et en particulier au niveau des centres de formation et dans tous les modes de formation (résidentiel, apprentissage, alterné et formation continue). Il vise également à assurer une cohérence d'ensemble du système de la formation professionnelle, surtout en ce qui a trait à la définition claire des rôles et des responsabilités des différents acteurs, ainsi que la mise en place des mécanismes d'évaluation des performances comme base d'allocation des financements. Dans le cadre de cette composante, il est prévu aussi l'organisation de conférences annuelles sur les avancées de la formation professionnelle. Ces conférences constitueront des espaces d'échange et de partage d'expériences et de bonnes pratiques, tant au niveau national qu'international.

L'activité « Emploi »

L'activité « Emploi », doté d'un budget de l'ordre de 27 millions de dollars, a pour objectif l'amélioration de l'observation du marché du travail et la promotion de l'emploi inclusif. Cette activité comprend quatre composantes :

1. **l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail.** Cela consiste à élaborer et à affiner l'architecture globale et intégrée de ce dispositif et de superviser sa mise en œuvre en se basant sur l'existant (les structures, les supports de collecte des données, les études et recherches, les mécanismes et outils, etc.) et sur des investigations complémentaires ou nouvelles pour combler les lacunes d'informations et intégrer les informations consolidées dans un système statistique unifié et cohérent. L'objectif escompté est d'améliorer la visibilité du marché du travail et de mieux éclairer la prise de décision, par les pouvoirs publics et les partenaires socio-économiques, dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la régulation du marché du travail ;
2. **la promotion de l'emploi inclusif des jeunes en difficulté des quartiers urbains et péri-urbains et des femmes, qui sont au chômage ou inactifs économiquement, à travers le financement basé sur les résultats** des prestations et programmes d'accompagnement à leur insertion, initiés par l'ANAPEC (programme « Taehil ») ou par des opérateurs privés ou des associations (en partenariat avec l'ANAPEC selon un manuel de procédures) ;
3. **l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail.** Un financement sera accordé aux projets sélectionnés dans le cadre d'appels à travaux de recherches relatifs à la réalisation d'évaluations d'impact rigoureuses des programmes et/ou politiques de l'emploi et du marché du travail, sous l'encadrement d'un partenaire de recherche scientifique de renommée internationale et en partenariat avec une institution publique (Observatoire national du marché du travail) et ce, en vue d'exploiter les résultats desdites évaluations pour alimenter, en informations et analyses pertinentes et actualisées, le processus de prise de décision en matière de politiques de l'emploi et du marché du travail ;
4. **l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.** Cela consiste à apporter une assistance technique portant sur le renforcement des capacités des institutions (ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle, organisations socioprofessionnelles) en vue de promouvoir l'équité genre sur les lieux de travail (Initiative "Trophée de l'Egalité Professionnelle") et d'assister les entreprises potentiellement candidates à ce trophée en leur fournissant l'expertise requise pour la réalisation d'audits genre.